

Table des matières

Introduction	9
1. L'emploi dans l'agenda européen : des origines lointaines à la SEE	13
1.1. Le Traité CECA (1951)	13
1.2. Le Traité de Rome (1957)	15
1.3. La question de l'emploi dans les années 1970 et 1980	17
1.4. L'Union économique et monétaire	21
1.5. Le livre blanc « Croissance, compétitivité et emploi » (1993)	22
1.6. Le Sommet d'Essen (1994)	26
1.7. La conférence intergouvernementale de 1996	27
1.8. Le Pacte européen pour l'emploi (1996)	29
1.9. Les dispositions sociales du Traité d'Amsterdam (1997)	30
1.9.1. L'apparition inattendue d'un titre « Emploi »	31
1.9.2. Une mise en œuvre anticipée	32
1.10. Synthèse : une périodisation de l'histoire de la politique sociale	33
2. Conditions politiques et jeux d'acteurs déterminant l'émergence et le développement de la SEE	35
2.1. Contextes socio-économiques et politiques nationaux	35
2.2. Stratégies et jeux d'acteurs avant le sommet d'Amsterdam	37
2.2.1. Au sein des partis sociaux-démocrates et socialistes	38
2.2.2. Au sein du Parti populaire européen	39
2.2.3. Les organisations syndicales	40
2.2.4. La Commission européenne	41
2.2.5. Le Parlement européen	43
2.2.6. Les gouvernements nationaux	43
2.2.7. Focus sur l'attitude de la Belgique lors de la CIG 1996	45
L'attitude du gouvernement belge	45
Le mémorandum des gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais du 7 mars 1996 dans la perspective de la CIG	46
Plus de poids politique à des propositions moins ambitieuses ?	47
Au cours de la CIG	47

2.3. Une SEE aux paternités plurielles	48
2.4. Les coalitions de cause au lendemain d'Amsterdam	49
2.5. Le tournant de Lisbonne	50
3. L'émergence de la SEE : un éclairage théorique	53
3.1. Le néo-fonctionnalisme ou la reconnaissance de nouveaux espaces d'action publique ..	54
3.2. L'intergouvernementalisme ou les intérêts nationaux convergents	57
3.3. L'approche des coalitions de cause et le rôle des acteurs non étatiques	60
3.4. Expliquer l'émergence de la SEE	65
3.4.1. Intergouvernementalisme et néo-fonctionnalisme dos à dos	65
3.4.2. Coalitions d'acteurs et légitimation de l'UEM	70
4. Une méthode et une procédure liées à la nature de la politique	73
4.1. Les héritages d'Essen et de Maastricht	73
4.2. Objectifs et éléments de procédure définis à Amsterdam	74
4.2.1. Objectifs et balises	74
4.2.2. Création du Comité de l'emploi	76
4.2.3. Analyse de la situation de l'emploi et Rapport conjoint	76
4.2.4. Des Lignes directrices pour l'emploi	77
4.2.5. Traduire les Lignes directrices pour l'emploi dans les politiques nationales et faire rapport	77
4.2.6. Suivi, évaluation et examen par les pairs	78
4.2.7. Des recommandations aux États membres	78
4.2.8. Le Parlement européen et les organes consultatifs	79
4.2.9. Calendrier	79
4.3. Interprétations du traité et mise en œuvre du processus de Luxembourg	79
4.4. Pacte pour l'emploi et dialogue macro-économique	83
4.5. La Méthode ouverte de coordination	85
4.5.1. Une consécration au sommet de Lisbonne	85
4.5.2. Une méthode qui suscite de nombreux travaux de recherche	86
4.5.3. Influences, potentialités et limites	88
4.5.4. Soft et décentralisée	88
4.6. L'intégration aux GOPE : les réformes de 2003 et 2005	90
4.6.1. Intégration des calendriers des GOPE et de la SEE en 2003	90
4.6.2. L'intégration des Lignes directrices pour l'emploi et des GOPE en 2005	90
4.7. La SEE dans la Stratégie Europe 2020 et le Semestre européen	92
4.8. Nature, forces et faiblesses d'une stratégie commune	95
4.8.1. La SEE n'est pas une politique comme les autres	96
Un discours politique	96
Un discours ancré dans des politiques nationales	97
Un ensemble d'activités politico-administratives	97
4.8.2. Effets de la SEE	98
Les mécanismes d'influence	99
Les transformations des politiques publiques : cadrage théorique	100
4.8.3. Les critiques adressées à la SEE	103

5. Le contenu de la SEE depuis 1998	107
5.1. L'influence incertaine de l'OCDE	107
5.2. Les constats de départ et les premières orientations	109
5.2.1. Les intentions avant Amsterdam et Luxembourg	109
5.2.2. Les origines scandinaves de la Stratégie européenne pour l'emploi	110
5.3. Les premiers messages politiques : les Lignes directrices pour l'emploi	114
5.4. La SEE et la Stratégie de Lisbonne, au service de l'état social actif	116
5.5. L'insertion d'objectifs quantifiés en termes de taux d'emploi	119
5.6. L'apparition de la qualité de l'emploi (2001)	120
5.6.1. Les tensions entre plein-emploi et emploi de qualité	120
5.6.2. La qualité, gage d'une stratégie sociale	120
5.6.3. Définir et mesurer la qualité de l'emploi	121
5.6.4. L'ambition politique réduite à un objectif symbolique	124
5.7. L'évaluation après 5 ans et les « dix commandements » de la nouvelle SEE	126
5.7.1. Les résultats de l'évaluation	126
5.7.2. La bataille des Lignes directrices pour l'emploi et des objectifs quantifiés en 2002-2003	127
5.8. L'influence du rapport Kok en 2003	131
5.9. L'intégration des lignes directrices en 2005	132
5.10. L'omniprésence de la flexicurité (2007-2009)	134
5.10.1. Définitions	135
5.10.2. Une approche contestée	136
5.10.3. L'épreuve de la crise	140
5.11. Les lignes directrices dans la nouvelle Stratégie Europe 2020	141
5.12. Synthèse : l'évolution des lignes directrices	143
5.13. L'orientation générale de la SEE	149
5.13.1. De la cause et de la fonction du chômage	150
5.13.2. Les impératives « réformes structurelles »	152
5.13.3. Une stratégie cohérente avec les objectifs de l'Union économique et monétaire	154
5.13.4. Les marges étroites de modération du discours	158
 6. La SEE et la nouvelle « gouvernance économique européenne »	 161
6.1. Débats européens dans un contexte de crise	162
6.2. De nouvelles contraintes	163
6.2.1. Le « Semestre européen »	164
6.2.2. Un « six pack » pour plus de discipline budgétaire et plus de surveillance macro-économique	165
Renforcement du Pacte de stabilité	166
Surveillance macro-économique	167
6.2.3. Un « Pacte pour l'euro plus » au service de la compétitivité	168
6.2.4. Un « two pack » et un nouveau traité budgétaire	170
6.3. Les effets sur la Stratégie européenne pour l'emploi	171
6.3.1. La visibilité de la SEE	171
6.3.2. La contrainte budgétaire	172
6.3.3. Les politiques de l'emploi dans le viseur des (seuls) ministres des Finances ?	172

L'enjeu.....	173
La place revendiquée des ministres de l'Emploi dans la gouvernance économique	173
La SEE dans le concret de la gouvernance économique.....	175
6.4. Un Pacte pour la croissance et l'emploi ?.....	177
Conclusion.....	179
Annexes	185
Annexe 1. Chronologie de quelques étapes décisives de l'émergence de la SEE	187
Annexe 2. Titre « Emploi » inséré dans le Traité d'Amsterdam (1997)	188
Annexe 3. Taux d'emploi des 15-64 ans. Objectifs en 2005 : 67 % et 70 % en 2010	190
Bibliographie.....	193
L'auteur	203